tions, pour lesquelles il n'est pas ouvert de crédits budgétaires, seront imputées sur les recettes provenant de ces services ou activités;

4. Les recettes provenant du remboursement du prêt consenti à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, au titre duquel un crédit de 24 millions de dollars a été spécialement ouvert aux termes du paragraphe 6 de la résolution A ci-dessus, seront inscrites au chapitre 2 des recettes (Recettes générales) en 1987.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

EXECUTION DU BUDGET POUR L'ANNEE 1986

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'année 1986 :

1. Des dépenses prévues au budget d'un montant total de 860 098 850 dollars des Etats-Unis, à savoir un montant de 831 670 750 dollars des Etats-Unis — représentant la moitié des crédits ouverts pour l'exercice biennal 1986-1987 aux termes du paragraphe 1 de la résolution A ci-dessus —, un montant de 24 millions de dollars, pour 1986 seulement, prévu au paragraphe 6 de la résolution A ci-dessus, une diminution de 8 025 300 dollars des Etats-Unis du montant révisé des recettes autres que les recettes provenant des contributions du personnel pour 1984-1985⁵⁸, une diminution de 2 597 200 dollars des Etats-Unis du montant révisé des crédits ouverts pour 1984-1985⁵⁹, et le remboursement de 1 million de dollars des Etats-Unis correspondant à l'engagement contracté en 1984 aux termes du paragraphe 6 de la résolution 38/226 A de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1983, seront couvertes comme suit, conformément aux articles 5.1 et 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies :

a) Jusqu'à concurrence de 18 990 050 dollars, par la moitié des recettes, autres que les contributions du personnel et les recettes provenant du remboursement du prêt consenti à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, prévues pour l'exercice biennal 1986-1987 dans la résolution B ci-dessus;

b) Jusqu'à concurrence de 841 108 800 dollars, par les contributions dues par les Etats Membres en vertu de la résolution 40/248 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985, relative au barème des quotes-parts pour les années 1986, 1987 et 1988;

2. Il sera déduit des contributions dues par les Etats Membres, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts, d'un montant total de 140 674 450 dollars des Etats-Unis, à savoir :

a) 139 742 750 dollars, représentant la moitié du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel qui a été approuvé pour l'exercice biennal 1986-1987 par la résolution B ci-dessus; et

b) 931 700 dollars, représentant l'augmentation du montant révisé des recettes provenant des contributions du personnel pour l'exercice biennal 1984-1985⁵⁸.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/254. Dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1986-1987

L'Assemblée générale

1. *Autorise* le Secrétaire général, agissant conformément aux dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et sous réserve du paragraphe 3 de la présente résolution, après qu'il aura obtenu l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à contracter pendant l'exercice biennal 1986-1987 des engagements au titre des dépenses imprévues et extraordinaires à effectuer en cours d'exercice ou ultérieurement; l'assentiment du Comité consultatif ne sera toutefois pas nécessaire pour :

a) Les engagements, à concurrence de 2 millions de dollars des Etats-Unis, pour chacune des deux années de l'exercice biennal 1986-1987, dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité;

b) Les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice aura attesté qu'ils ont trait :

i) Aux dépenses entraînées par la désignation de juges *ad hoc* (Article 31 du Statut de la Cour), à concurrence de 250 000 dollars;

ii) Aux dépenses résultant de la désignation d'assesseurs (Article 30 du Statut de la Cour) ou de la citation de témoins et de la désignation d'experts (Article 50 du Statut), à concurrence de 75 000 dollars;

⁵⁸ Voir résolution 40/239 B.

⁵⁹ Voir résolution 40/239 A.

iii) Aux dépenses entraînées par la tenue de sessions de la Cour ailleurs qu'à La Haye (Article 22 du Statut), à concurrence de 100 000 dollars;

c) Les engagements, à concurrence de 300 000 dollars pour l'exercice biennal 1986-1987, dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils sont nécessaires pour financer des mesures de sécurité interorganisations conformément à la section IV de la résolution 36/235 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1981;

2. *Décide* que le Secrétaire général présentera au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale, lors de ses quarante et unième et quarante-deuxième sessions, un rapport sur toutes les dépenses engagées en vertu de la présente résolution et sur les circonstances qui les ont motivées et soumettra à l'Assemblée des demandes de crédits additionnels concernant ces engagements;

3. *Décide* que, si une décision du Conseil de sécurité nécessite l'engagement, avant la quarante et unième session ou entre la quarante et unième et la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, de dépenses au titre du maintien de la paix et de la sécurité d'un montant estimatif supérieur à 10 millions de dollars, le Secrétaire général convoquera l'Assemblée en session extraordinaire pour qu'elle examine la question.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/255. Fonds de roulement pour l'exercice biennal 1986-1987

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit :

1. Le Fonds de roulement est fixé à 100 millions de dollars des Etats-Unis pour l'exercice biennal 1986-1987;

2. Les Etats Membres feront des avances au Fonds de roulement conformément au barème adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Etats Membres au budget de l'année 1986;

3. Viendront en déduction de ces avances :

a) Les crédits, d'un montant ajusté de 1 025 092 dollars, revenant aux Etats Membres en raison du virement d'excédents budgétaires au Fonds de roulement en 1959 et 1960;

b) Les avances en espèces que les Etats Membres auront versées au Fonds de roulement pour l'exercice biennal 1984-1985 en application de la résolution 38/238 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1983;

4. Au cas où le total des crédits revenant à un Etat Membre et de ses avances au Fonds de roulement pour l'exercice biennal 1984-1985 excéderait le montant de l'avance qu'il doit verser en application du paragraphe 2 ci-dessus, l'excédent viendra en déduction du montant des contributions dues par cet Etat Membre pour l'exercice biennal 1986-1987;

5. Le Secrétaire général est autorisé à avancer, par prélèvement sur le Fonds de roulement :

a) Les sommes qui pourront être nécessaires pour l'exécution du budget en attendant le recouvrement des contributions, étant entendu que les sommes ainsi avancées devront être remboursées au fur et à mesure du recouvrement des contributions;

b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale,

en particulier la résolution 40/254 du 18 décembre 1985, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 200 000 dollars, afin de continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations amortissables, étant entendu que des avances en sus du total de 200 000 dollars pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice biennal au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget de chaque exercice biennal des crédits à cet effet pendant toute la durée des polices, afin de couvrir les sommes dues au titre de l'exercice biennal;

e) Les sommes qui pourront être nécessaires au Fonds de péréquation des impôts pour faire face à ses obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts sera crédité des sommes suffisantes;

6. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 ci-dessus serait insuffisante pour faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser pendant l'exercice biennal 1986-1987 des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 1341 (XIII) du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts autorisés par l'Assemblée.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/256. Conditions d'emploi et rémunération des personnes, autres que des fonctionnaires du Secrétariat, qui sont au service de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 35/221 du 17 décembre 1980 concernant les conditions d'emploi et la rémunération des personnes, autres que des fonctionnaires du Secrétariat, qui sont au service de l'Assemblée générale,

Ayant examiné les aspects du rapport du Secrétaire général⁶⁰ au sujet desquels l'Assemblée générale, à ses trente-huitième et trente-neuvième sessions, a différé une prise de décision⁶¹, ainsi que le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶²,

Affirmant le principe selon lequel les conditions d'emploi du Président et du Vice-Président de la Commission de la fonction publique internationale et du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires doivent être différentes et distinctes de celles des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies,

1. *Décide* que la rémunération annuelle des deux membres à temps complet de la Commission de la fonc-

⁶⁰ A/C.5/38/27.

⁶¹ Résolutions 38/234, sect. XVII, et 39/236, sect. V

⁶² Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Supplément n° 7 (A/39/7 et Add.1 à 16), document A/39/7/Add.1.